La naissance de la Montagne dans l'espace public : un mot au service des conventionnels du côté gauche ou de la République ? Octobre 1792-janvier 1793

*The Birth of the « Mountain » in public space : a word in the service of deputies on
the Left or of the Republic ? October 1792-January 1793*

Alexandre Guermazi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13610>

DOI : 10.4000/ahrf.13610

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 11-29

ISBN : 9782200929855

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Alexandre Guermazi, « La naissance de la Montagne dans l'espace public : un mot au service des conventionnels du côté gauche ou de la République ? Octobre 1792-janvier 1793 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 381 | juillet-septembre 2015, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13610> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13610>

**LA NAISSANCE DE LA MONTAGNE
DANS L'ESPACE PUBLIC :
UN MOT AU SERVICE DES CONVENTIONNELS
DU CÔTÉ GAUCHE OU DE LA RÉPUBLIQUE ?
OCTOBRE 1792-JANVIER 1793**

Alexandre GUERMAZI

Pour ceux qui s'en réclament, l'utilisation grandissante du mot « montagne » à partir du mois d'octobre 1792 révèle un projet d'organisation de l'espace public fondé sur la publicité des débats, la mise en réseau des députés et des citoyens, et la défense des principes liés à la résistance à l'oppression. Il est d'abord mobilisé par quelques conventionnels du côté gauche qui fréquentent le club des Jacobins afin de se démarquer de la ligne politique « brissotine », en particulier de l'opposition faite entre Paris et les départements. Introduisant le mot à la Convention pendant le procès du roi, ces mêmes conventionnels sont accusés de l'utiliser pour constituer une faction. Ils y répondent en multipliant les références sur leur hauteur de vue et sur la défense du peuple. Un transfert a lieu à partir du mois de novembre. Lorsque les sections parisiennes fraternisent avec les fédérés des départements présents dans la capitale, ils ne prononcent pas systématiquement le mot. Cependant, ils développent pleinement ses usages unificateurs qui s'incarnent dans les fêtes patriotiques successives du mois de janvier 1793. Ils affirment ensemble faire République, et rallient alors les conventionnels, toutes tendances confondues.

Mots-clés : Montagne, sections, Convention nationale, république.

L'historiographie a donné une grande place à l'étude du courant politique de la Montagne. Les historiens l'ont identifié selon plusieurs entrées : par sa stratégie politique (Aulard), son programme socio-économique

(Mathiez), les origines géographiques et socio-culturelles de ses membres (Soboul), l'étude fine de la répartition des députés dans la Convention (Patrick), ou encore par les choix de ceux-ci et les derniers avatars de leur courant (Brunel)¹. Ces différences tendent à s'estomper depuis quelques années, avec les études portant sur l'élan partagé des forces politiques dans la mise en place du régime républicain (Dorigny)². Le terrain d'étude n'est donc pas vierge.

L'existence effective de la Montagne, que nous identifions à la période pendant laquelle des acteurs emploient le mot, s'en réclament et sont identifiés comme tels, est relativement étendue, et va bien au-delà de celle envisagée dans cet article ; nous y reviendrons. Ici, le mot est donc envisagé à travers les usages qu'en font les acteurs. La démarche est celle adoptée par les auteurs du *Dictionnaire des usages socio-politiques*³, influencée par l'histoire conceptuelle de Reinhart Kosellec. Elle pointe particulièrement la focale sur l'organisation de l'espace public démocratique (Raymonde Monnier), un espace d'échanges, de débats, de diffusion, d'appropriation des idées ayant pour enjeu la réalisation de la souveraineté populaire⁴.

En nous bornant à la période de la naissance du mot, nous ne prétendons pas en saisir toutes les évolutions. Cependant, le choix d'une période si restreinte (les quatre premiers mois de la République) peut mettre en lumière la redistribution des forces qui ont influencé la vie politique pendant les deux années suivantes au moins. Ces forces se construisent alors en prenant à la fois en compte les ambitions des promoteurs de la Montagne et les réactions suscitées chez ses détracteurs. Ces différents acteurs procèdent en investissant et en transformant des lieux de pouvoir particuliers. Ce sont les sources liées à ces acteurs et à ces lieux de pouvoir

(1) Alphonse AULARD, *Histoire politique de la Révolution française, origine et développement de la démocratie et de la République, 1789-1804*, Paris, Armand Colin, 1901 ; Albert MATHIEZ, *Girondins et Montagnards*, Montreuil, Éditions de la passion, 1988 [1930] ; Albert SOBOUL (dir.), *Girondins et Montagnards*, Paris, SER, 1980 ; Alison PATRICK, *The Men of the First French Republic, Political Alignments in the National Convention of 1792* ; Baltimore, Londres, Johns Hopkins University Press, 1972 ; Françoise BRUNEL, « Les derniers montagnards et l'unité révolutionnaire », *AHRF*, 1977, p. 385-404.

(2) Marcel DORIGNY, *Aux origines de la République*, Paris, EDHIS, 1988, t.1, p. I-XVIII.

(3) *Dictionnaire des usages socio-politiques (1770-1815)*, Paris, Klincksieck, 8 fascicules, 1985-2006. Voir également Jacques GUILHAUMOU et Raymonde MONNIER (dir.), *Des notions-concepts en révolution autour de la liberté politique à la fin du 18^e siècle*, Paris, SER, 2002.

(4) Voir Raymonde MONNIER, *L'espace public démocratique*, Paris, Kimé, 1994, p. 32-33. Cette notion met plutôt l'accent sur les relations entre citoyens, représentants et institutions politiques, alors que la « sphère publique plébéienne » de Günther Lottes s'étendait à toutes les sociabilités populaires (infra-politique compris) en lien avec la construction de la cité (*Politische Aufklärung und plebejisches Publikum, zur Theorie und Praxis des englischen Radikalismus im späten 18. Jahrhundert*, Munich, Vienne, R. Oldenbourg, 1979).

qui seront mobilisées ; il s'agit principalement des comptes rendus des séances des sociétés patriotiques - au premier rang desquelles figure la société des Amis de la liberté et de l'égalité⁵ -, mais aussi des débats de la Convention nationale, du conseil général de la Commune de Paris et des sections parisiennes.

En octobre 1792 l'idée de « montagne » est développée et diffusée par un petit nombre de députés en dehors de l'enceinte de la Convention, aux Jacobins plus précisément, alors qu'en janvier 1793, ce mot, et plus spécifiquement les pratiques liées à ce mot, ont gagné les sections et les sociétés populaires parisiennes. La notion ne semble alors plus être combattue. Est-ce le signe qu'elle n'est plus seulement au service de ceux qui l'ont « créée » ? Comment un mot circonscrit à un lieu précis (la société des Jacobins), et usité par seulement quelques conventionnels du côté gauche, peut-il connaître une diffusion et une appropriation qui étendent son champ référentiel et son champ d'action à tout l'espace public, au point de devenir inséparable de l'idée de république ?

Nous proposons de présenter ce processus en trois temps. La Montagne est d'abord fondée par les Jacobins pour se défendre d'accusations politiques dirigées contre eux. Ils introduisent la notion à la Convention, en l'identifiant aux membres du côté gauche. Puis, pour débarrasser le mot de ses connotations péjoratives, ils enrichissent sa portée en le raccrochant à la défense du peuple et en mobilisant la symbolique de la hauteur. Enfin, cette portée est encore accrue lorsque les citoyens parisiens et les fédérés en font un mouvement propre à définir les bases de la République une et indivisible.

(5) Appelée également et plus communément club des Jacobins.

Se positionner face à la « Gironde »

La situation politique qui a succédé au moment révolutionnaire du 10 août 1792, aux massacres de Septembre et aux élections des députés à la Convention nationale est propice à une nouvelle distribution des forces politiques. Des luttes se préparent dans la salle du Manège, lieu des séances de la Convention, pour prendre le *leadership*. L'usage du mot « montagne » se développe dès le mois d'octobre au club des Amis de la liberté et de l'égalité, en réaction à l'organisation et à la constitution du groupe qui n'est pas encore appelé Gironde, mais qui exerce sur la scène politique une influence déterminante.

Aux Jacobins, sous la république, le mot apparaît pour la première fois pendant une discussion sur l'adresse écrite aux sociétés affiliées afin de les informer des causes de l'exclusion de Brissot⁶. Il est question du club de la Réunion, club rival des Jacobins, où les Brissotins se seraient réunis pour préparer secrètement des coups de force, dont la journée du 20 juin 1792. La paternité de l'emploi du mot revient à Chabot, suivi par les autres membres du club les jours et les semaines suivants :

(6) Invité à la barre de la société pour justifier ses propos contre l'assemblée électorale de Paris et ses élus, Brissot ne se présente pas et est rayé de la liste des membres, le 12 octobre 1792. Alphonse AULARD, *La Société des Jacobins, recueil de documents pour l'histoire du Club des Jacobins de Paris*, Paris, Jouaust, Noblet, Quantin, 1892. t. IV, p. 378.

« Pour être juste, je demande qu'on raye l'article du club de la Réunion ; plusieurs patriotes avec moi se sont réunis dans ce club pour tirer des explications de Brissot ; et il était peut-être nécessaire alors d'opposer la masse des Brissotins et des patriotes du côté droit, aux bas-côtés et au marais de la législature. Je demande le retranchement de cet article qui semble inculper les membres de la montagne du corps législatif »⁷.

Dans ce passage, plusieurs renseignements sont donnés sur la Montagne. D'abord, elle semble déjà exister avant la révolution du 10 août⁸. Elle fait ensuite référence à une distribution particulière des députés de la défunte Assemblée législative alors partagés en côté droit et côté gauche, mais dont le patriotisme des membres se mesurait à l'aune de leur position face aux menées du roi et de Lafayette⁹, formant ainsi une opposition entre *montagne* et *marais*. Il est à noter que, dans cette présentation, il n'existe pas de centre¹⁰, et que des membres du côté droit peuvent faire partie de la Montagne. Enfin, il est important pour Chabot de se dédouaner de la fréquentation d'un club secret où se seraient tramées les intrigues brissotines. L'importance stratégique du club de la Réunion au moment de la préparation de l'insurrection (« opposer la masse des Brissotins et les patriotes du côté droit ») l'emporte sur une condamnation hâtive qui aurait pour conséquence de compromettre la Montagne et la légitimité de la Révolution. Il est à noter que si cette justification est bien reçue par les Jacobins, les rédacteurs de l'adresse ont eu à cœur de promouvoir un espace de débat public incarné par les Jacobins qui n'ont rien à cacher, opposé à un espace de débat privé, celui des Brissotins¹¹.

Si le club des Jacobins est investi par un petit nombre de conventionnels tels Chabot, Thuriot, Couthon, Desfieux, Duhem..., c'est en tant

(7) *Ibidem*, séance du 14 octobre 1792, p. 385. La forme définitive de l'adresse envoyée aux sociétés affiliées est donnée aux p. 394-399.

(8) Lequinio l'emploie déjà dans une acception semblable à celle des Jacobins de la fin 1792, le 27 octobre 1791 à l'Assemblée législative (*Archives parlementaires* – désormais AP –, XXXIV, p. 441), et Chabot aux Jacobins le 18 juillet 1792 (Alphonse AULARD, *Société des Jacobins...*, op. cit., p. 114).

(9) Pendant l'été 1792, les journaux parlent du « côté du peuple » et du « côté du roi ». Voir Armand BRETTE, *Histoire des édifices où siégèrent les Assemblées parlementaires de la Révolution française*, tome I, Paris, 1909, p. 219 et 233.

(10) Au tournant des années 1792 et 1793, « plaine » est employé comme synonyme de « marais ». Ce mot se raccroche donc à l'idée d'une force conservatrice, voire contre-révolutionnaire, et non d'une force du milieu, immobile ou attentiste comme ce sera plus tard le cas.

(11) Guirault le 21 septembre 1792 et Réal le 30 septembre 1792 avaient déjà demandé la fermeture du club de la Réunion. Voir Alphonse AULARD, *Société des Jacobins...*, op. cit., p. 319 et p. 352. Voir aussi les éléments de synthèse donnés par Albert Mathiez à propos du club de la Réunion : *Le dix août*, Montreuil, Éditions de la passion, 1988 [1934], p. 70-81.

qu'espace permettant de se défendre contre la ligne politique d'autres députés, ligne considérée comme injustifiée et dangereuse. Ces députés qui fréquentaient jadis le club, mais qui n'y paraissent plus¹², ont des origines assez hétérogènes : députation de la Gironde, de Marseille, de l'Eure, « ténors » de l'Assemblée législative en faveur de la guerre. Ils forment pourtant un groupe homogène parce qu'ils partagent une position de défiance envers des adversaires identifiés et stigmatisés. Ils se plaignent à grands cris du comité de surveillance de la Commune insurrectionnelle de Paris, des députés élus par le département de Paris, dont les pratiques et les idées reposeraient sur l'anarchie, c'est-à-dire sur l'absence de toute organisation politique, et qui mèneraient à la dictature du triumvirat Robespierre-Danton-Marat¹³. L'homogénéité du groupe tient aussi aux dispositifs qu'il propose pour contrer les adversaires dénoncés. À la Convention, il a obtenu la création d'une commission qui a pour mission l'examen des papiers du comité de surveillance de la Commune de Paris en vue de la libération de prisonniers qui auraient été arbitrairement arrêtés¹⁴. Surtout, la menace de dictature justifie pour lui d'organiser le corps politique d'une manière très particulière. L'abolition de la royauté a opéré un transfert de la figure unificatrice de la nation dans la Convention. Pour que cette institution se préserve d'une « domination » parisienne tout en restant le point de convergence de la nation, Buzot a proposé de la protéger à l'aide d'une garde armée constituée de citoyens venus des quatre-vingt-trois départements. Le problème de la représentation serait alors résolu puisqu'une proximité entre les citoyens-soldats et les députés pourrait s'établir à travers cette garde. C'est l'une des propositions girondines de souveraineté populaire qui permettent à ce courant d'organiser et d'occuper l'espace public démocratique. Cette unité retrouvée, préservée, inventée ferait, serait la République. On peut noter que le projet de garde armée suscite au club des Jacobins une opposition quasi-unanime, dont

(12) Leurs dernières interventions au club datent de la deuxième semaine du mois d'octobre. Pétion assure la présidence jusqu'au 10 octobre, et Dussaulx se justifie de ne pas avoir signé l'adresse contre Brissot le 12 octobre (Alphonse AULARD, *Société des Jacobins...*, op. cit., p. 375 et 383).

(13) Voir les accusations de Barbaroux à la Convention lors de la séance du 25 septembre 1792, et le discours de dénonciation beaucoup plus étoffé de Louvet contre Robespierre le 29 octobre 1792 (AP, LII, p. 135 et LIII, p. 52) ; Hervé LEUWERS, *Robespierre*, Paris, Fayard, 2014, p. 238-245.

(14) Cette commission a été créée le 1^{er} octobre 1792.

les points d'orgue sont les discours de Robespierre¹⁵ et de Saint-Just¹⁶. Robespierre assimile garde départementale et république fédérative, renforçant la dépréciation de cette dernière épithète et la raccrochant à la ligne politique brissotine¹⁷.

L'attaque menée contre la députation de Paris et la Commune suscite une vive réaction de ceux qui sont ainsi visés. Révolutionnaires de la première heure, engagés dans les grands combats patriotiques, initiateurs de l'insurrection du 10 août qui a entraîné la chute du trône, se considérant donc défenseurs zélés de la liberté contre le despotisme et l'arbitraire, ils refusent les accusations portées contre eux, *a fortiori* lorsqu'elles sont lancées de manière véhémence dans la salle du Manège, sans possibilité de discussion franche et sincère. Ils pensent à un coup préparé par une faction qu'ils tentent d'identifier et de nommer. Elle est appelée « faction brissotine » ou « rolandine » (du nom du ministre de l'Intérieur Roland), parfois même « la faction Gironde » (expression employée par Marat ou par Chabot). C'est donc dans les discours jacobins que le groupe généralement appelé « Gironde » par l'historiographie est le plus clairement délimité. Les thèmes liés à son identification, tel le fédéralisme, deviennent un leitmotiv, inséparable de l'utilisation du mot *montagne*.

En effet, on compte 24 occurrences du mot *montagne* chez les Jacobins, dont 11, c'est-à-dire la moitié, jusqu'au 1^{er} décembre, ce qui montre que le club est le premier lieu où le mot est employé de façon « massive ». Dans les discours où le mot apparaît, on retrouve bien les différents thèmes de la défense face aux accusations girondines. Par exemple, le 15 octobre, après avoir demandé l'envoi d'écrits propres à éclairer les autres sociétés affiliées dans le but de diffuser « les principes de l'unité et de l'indivisibilité de la République », Jeanbon Saint-André utilise le mot pour s'élever contre les accusations sans cesse renouvelées à l'égard de Marat¹⁸. Merlin de Thionville l'emploie au sujet de l'accusation portée par Louvet contre Robespierre à la Convention, le 29 octobre¹⁹. Quant à Billaud-Varenne, il le mobilise en réponse au tableau d'un Paris

(15) BNF, Lb40 720, *Discours de Maximilien Robespierre sur l'institution d'une nouvelle garde pour la Convention nationale, prononcé à la Société, dans la séance du 24 octobre 1792*, Paris, imprimerie de P.-J. Duplain.

(16) BNF, Lb40 719, *Discours sur la proposition d'entourer la Convention nationale d'une garde armée, prise dans les 83 départemens, prononcé, en substance, à la tribune de la Société, le lundi 22 octobre 1792*, Paris, imprimerie de L. Potier de Lille.

(17) Lors de la séance de la Convention du 25 septembre, les députés avaient déclaré que la France était désormais une République une et indivisible.

(18) *Journal des débats et de la correspondance de la société des Jacobins*, n°287, p. 3.

(19) Alphonse AULARD, *Société des Jacobins...*, *op. cit.*, p. 446.

anarchique dressé par les girondins, et à propos du procès du roi, autre grand thème d'opposition qui se fait jour à partir du mois de novembre²⁰. Ici, les girondins sont dénoncés pour embarrasser l'Assemblée de longues procédures et de propositions insolites, ce qui fait croire qu'ils veulent sauver le monarque déchu²¹.

Plus précisément, le mot *montagne* est utilisé lorsque les Jacobins appellent à se mobiliser pour faire valoir à la Convention les orientations prises publiquement au sein du club. Par exemple, toujours devant les lenteurs du procès du roi, Monestier du Puy-de-Dôme déclare le 3 décembre 1792 : « Je propose que tous les députés de la Montagne demandent demain à grands cris la mort de Louis XVI. Il faut pour cela que dès midi toute la Montagne soit couverte ; pour cela il ne faut pas que les députés soient comme de vilains paresseux, et il faut qu'ils se rendent de bonne heure à la Convention »²². Toujours à propos du procès du roi, le 17 décembre, Goupilleau de Montaigu commente la séance de la veille à la Convention où le renouvellement du bureau a tourné en faveur des girondins : « Il faut que vous marquiez du sceau de l'ignominie les patriotes qui ne se rendront pas à leur poste les jours où l'on formera le bureau : c'est le seul moyen de sauver la liberté [...]. Il faut que nous nous serrions de plus en plus autour du rocher de la Montagne, et que nous y mourions ou que nous y sauvions la liberté »²³.

Il semble bien que les Jacobins arrivent à faire reconnaître au-delà des limites du club le mot *montagne*. En effet, celui-ci est très rapidement introduit dans les débats des députés. Cependant, cette reconnaissance n'est pas univoque et tend à se retourner contre les promoteurs du mot. Le nombre d'occurrences est de loin le plus important pour les sources qui retranscrivent ou qui font référence aux débats de la Convention nationale (54 occurrences au total, soit plus de la moitié, en majorité pour le mois de janvier). Ce phénomène a surtout lieu à partir du mois de décembre. Des indications sont données sur la place des députés, sur l'origine spatiale des applaudissements ou des murmures dans la salle du Manège. Systématiquement et exclusivement, les députés siégeant au côté gauche de la salle sont assimilés à la Montagne. Siéger sur les bancs de gauche ou de droite, en haut ou en bas, c'est affirmer son appartenance à un

(20) *Ibidem*, p. 485.

(21) Alison Patrick conclut que le côté droit, dominé par le courant girondin, était « dans une écrasante majorité antirégicide, nettement anti-Parisien » (*op. cit.*, p. 295-296).

(22) Alphonse AULARD, *Société des Jacobins...*, *op. cit.*, p. 549.

(23) *Ibidem*, p. 594. Le bureau, composé du président et des secrétaires de la Convention nationale, est renouvelé tous les quinze jours.

courant uni par une ligne politique et, par là-même, affirmer son adhésion à des principes, à des convictions.

Par exemple, pendant la séance du 26 décembre 1792, jour de la dernière audition du roi dans son procès, le député Julien de la Drôme (jacobin) demande la parole pour faire une motion contre le président de la Convention, Defermon (girondin). Dans les gradins, un tumulte naît, alors que les députés défendent l'un ou l'autre à grands cris. À la fin, lorsque Julien, visiblement toujours à la tribune²⁴, obtient de nouveau la parole, la retranscription de la scène indique à la fois sa posture physique et ses propos : « *Indiquant les membres de la partie gauche qui viennent de réclamer contre le président [...]* : j'habite les hauteurs (*continuant de montrer l'amphithéâtre du côté gauche*) que l'on désigne ironiquement sous le nom de *la Montagne*, mais je les habite avec insolence »²⁵. Indice précieux s'il en est, le mot *montagne* n'est pas employé de la même manière selon qu'on s'en réclame ou qu'on s'en distingue. Mercier écrit le 18 décembre 1792 : « Dieu me préserve d'habiter jamais cette montagne, ou plutôt ce cratère sulfureux et fétide, où siègent des hommes de sang et de boue, des êtres ineptes et féroces, qui, sortis du néant, joignent à l'audace du crime la lâcheté des scélérats »²⁶. Pareillement, lorsque Barthélémy Albouys donne son opinion le 7 janvier 1793 sur la sentence à rendre dans le procès du roi, il déclare : « Du fond de la vallée, mes yeux s'élèvent vers le sommet de la montagne, et je ne vois qu'une lave brûlante que ne cesse de vomir cet horrible volcan »²⁷. Assis sur les bancs du bas de la salle, il se met ainsi à distance d'un groupe du haut, pour lequel il ressent de la défiance et, plus encore, de l'aversion.

Pour autant, il peut arriver que des députés d'autres bords s'installent « à gauche » ou « en haut »²⁸. Parce qu'il n'a pas trouvé de soutien à sa proposition concernant les secours aux familles des volontaires combattant sur les frontières, voici le commentaire que fait le député et journaliste Marat sur la séance du 15 décembre 1792 : « On voit à la Montagne des hommes si modérés, si froids, si apathiques, que leur conduite toujours équivoque les ferait passer pour des compères chargés d'arrêter les élans patriotiques,

(24) La tribune diffère de la barre en ce que l'une est réservée aux députés alors que l'autre accueille les orateurs des pétitions.

(25) AP, LV, p. 639. Mots en italiques dans la source.

(26) *Correspondance épistolaire de la citoyenne Pasquet Polaignac et du député de la Convention M. Mercier* publiée dans le *Journal de la Montagne*, n°23, 24 juin 1793, p. 181. Cet usage dépréciatif du mot n'est certes pas fait dans l'espace public, mais il fait écho à d'autres usages qui lui ressemblent.

(27) AP, LVI, p. 268.

(28) Ici, il semble que côté gauche et gradins du haut désignent les mêmes députés.

sans compter les députés véreux, aristocratiques et royalistes qui viennent s'y placer, pour se faire bonne réputation »²⁹. La reconnaissance entre pairs vient comme une réponse à ces tactiques de placement. Le côté gauche, bientôt inaccessible aux girondins, renforce la visibilité de la Montagne. En effet, le 21 janvier 1793, après une attaque contre Chabot, Chambon, éminent député du côté droit, a voulu s'installer sur les hauts bancs, « à la Montagne »³⁰, mais s'est fait déloger par les murmures de ceux qui y siégeaient. L'utilisation du mot oscille donc entre l'appréciation et la dépréciation.

Une autre manière de déprécier la Montagne, à partir de la fin du mois de décembre également, est de prêter à ses promoteurs des attitudes tyranniques. Robespierre jeune révèle que « c'est surtout lorsque les séances de la Convention sont orageuses que les journalistes se plaisent à calomnier les députés de la Montagne et à les faire passer pour des factieux et des agitateurs »³¹. En effet, lorsque Brissot parle des membres du « côté gauche de la Montagne »³² dans son *Patriote français*, c'est pour attaquer « l'aristocratie de leur démagogie »³³, pour souligner qu'elle ne sait parler que par injures, comme « les prêtres et les théologiens »³⁴, comme Thuriot qui « semble toujours croire qu'il est à l'audience de sept heures »³⁵, comme David qui soutient Paris contre les dénonciations des départements³⁶. Enfin, la manière la plus efficace de délégitimer la Montagne reste, pour ses détracteurs, de l'assimiler à une faction aux ordres de Marat ou de Robespierre³⁷. Dans un espace et un corps politiques en recherche de cohésion et d'unité, qui ne tolère plus le pouvoir d'un seul (roi ou dictateur), le seul verdict possible d'une telle accusation est le discrédit. D'où les intenses débats et prises de position qui agitent les Amis de la liberté et de l'égalité et ses sociétés affiliées sur le compte de ces deux députés. Aux Jacobins de Paris, si Robespierre est unanimement soutenu, surtout après sa défense triomphale contre la dénonciation de Louvet le 5

(29) *Journal de la République française* n° 75, dimanche 16 décembre, dans Jean-Paul MARAT, *Œuvres complètes*, Bruxelles, Pôle nord, 1995, tome VIII, p. 5292.

(30) *Créole patriote*, n° CCXLIV, p. 994.

(31) Alphonse AULARD, *Société des Jacobins...*, op. cit., p. 623, 27 décembre 1792.

(32) *Patriote français*, n° 1244, 7 janvier, p. 1.

(33) *Ibidem*, n° 1234, 28 décembre 1792, p. 1.

(34) *Ibid.*, n° 1238, 1^{er} janvier 1793, p. 2. Brissot se montre souvent anticlérical, d'où ce rapprochement.

(35) Thuriot, renvoyé aux « chicanes » du défunt Parlement de Paris. Les audiences tenues à sept heures du matin portaient sur des problèmes de procédure et de droit. Les avocats spécialisés qui plaidaient à cette heure-là avaient une réputation d'ardus juristes logiciens.

(36) *Ibidem*.

(37) *Ibid.*, Dans les interventions girondines à la Convention, Marat est l'objet d'attaques continuelles. Concernant les attaques contre Robespierre, voir *supra* note 13.

novembre 1792³⁸, le cas de Marat suscite des réactions partagées. Bourdon de l'Oise lui demande de ne plus venir au Club pour que « les députés se rapproche[nt] de la Montagne où nous siégeons³⁹ ». Il ajoute : « Vous les verrez venir dans le sein de cette Société, vous verrez les Sociétés affiliées revenir de leur égarement et se rallier de nouveau au berceau de la liberté ». Inversement, et sans citer expressément le mot, une société affiliée (non nommée dans le compte rendu) écrit à la société mère pour protester contre les « calomnies » à l'endroit de Marat et de Robespierre, et assure son attachement aux « deux incorruptibles amis du peuple »⁴⁰. Si ces derniers finissent par garder la confiance des Jacobins⁴¹ et renforcent ainsi la cohésion du côté gauche de la Convention, la Montagne décriée comme une faction reste un leitmotiv qui concourt à la fragiliser.

Ainsi, d'une position défensive construite au club des Jacobins, la Montagne renvoie à une identification visuelle dans le lieu des séances de la Convention. Néanmoins, se rendre visible, c'est se singulariser aux yeux des autres, au risque de se faire stigmatiser, d'où une reconnaissance qui se fait au prix d'un certain isolement dans l'espace politique. En ce sens, la *Montagne* apparaît comme un mot au service exclusif des conventionnels du côté gauche, considérés par leurs détracteurs comme des factieux. Les artisans et promoteurs de la Montagne ont donc besoin de plus d'outils pour faire valoir leur positionnement. Ils tentent de mobiliser des procédés propres à renforcer la légitimité du mot, ce qui a pour corollaire de l'enrichir, de préciser sa définition et de redresser sa connotation. Il est raccroché à des éléments unificateurs.

Définir des cadres unificateurs

Pour renforcer la portée et l'impact de la Montagne, ses partisans rappellent quasi systématiquement dans leurs interventions que le mot est

(38) Il est accueilli sous les plus vifs applaudissements lorsqu'il entre dans la salle de la société des Jacobins ; *Journal des débats et de la correspondance de la société des Jacobins*, n°296, p. 1.

(39) Alphonse AULARD, *Société des Jacobins...*, op. cit., p. 613, 23 décembre 1792.

(40) *Ibidem*, p. 612. Voir un autre exemple dans la glane de Robert SCHNERB, « Un écho de la lutte entre Girondins et Montagnards à Chalon-sur-Saône », *AHRF*, 1933, p. 538-539. Au club des Jacobins de la ville, Joseph Dauphin, sous-lieutenant au 42^e régiment d'infanterie prend la défense de Robespierre, Marat, Danton et Panis, qui sont « les vrais amis de la République, de l'ordre » affirme-t-il, qui n'ont d'autre but « que de jeter les fondemens de la liberté et de l'égalité, et de l'unité de la République ». Selon le témoignage de la municipalité girondine qui décide de son arrestation, il a provoqué « l'indignation universelle de la société » de Chalon.

(41) Marat n'est finalement pas rayé de la liste des membres ; voir Alphonse AULARD, *Société des Jacobins...*, op. cit., p. 614.

au service du peuple entier, service lié à la défense de principes et de buts hautement moraux, hauteur qui se retrouve aussi dans les métaphores des hauts reliefs, souvent exposées par des mises en scène dramatiques. Cette base fondamentale permet à la fois de repousser l'accusation de faction et de diffuser un programme politique. Elle permettrait alors de rallier plus de monde, et de conquérir l'espace public démocratique.

Le 12 décembre 1792, aux Jacobins, lors d'une discussion sur les généraux de l'armée et les brissotins, Tallien réfute l'argument de ses adversaires qui faisaient de la Montagne un parti :

« Je dis qu'il existe dans la Convention un parti contre-révolutionnaire, que nous existons sous la dictature de Roland. Voilà les véritables ennemis qu'il faut combattre. Nous ne formons point un parti, nous n'avons pas besoin de chefs. Rallions-nous autour des principes éternels de la justice et de la raison, voilà nos chefs de file ; il est temps de nous montrer à découvert (*ici tout le monde ôte son chapeau et l'agite en signe d'approbation*) et de terrasser nos ennemis. Jurons de ne jamais accepter aucune loi qui serait contraire aux droits de l'homme. [...] Si on nous proposait une pareille chose, il faut avoir le courage de la rejeter. Ainsi notre combat est à la mort ! Que les patriotes se rallient donc sur la Montagne, c'est là que nous devons périr ou sauver la liberté »⁴².

De même, le 17 décembre 1792, lorsque Goupilleau de Montaigu oppose à l'action du bureau girondin de la Convention les patriotes serrés « autour du rocher de la Montagne »⁴³, il invite ses confrères à se « tenir fortement attachés aux principes. Que les vrais patriotes se réunissent pour défendre l'Égalité. (*Applaudi*) »⁴⁴. Enfin, dans les *Lettres à ses commettants*, lorsque Robespierre prend la plume au sujet de la proposition d'appel au peuple soumise à l'Assemblée par Vergniaud, c'est pour parler de la Montagne comme d'une « citadelle inexpugnable », prise d'assaut en vain par les brissotins et par la députation de la Gironde. En effet, cette citadelle s'attache à défendre « la cause publique » liée pour lui « aux principes de la liberté, et aux lois éternelles de la raison, de la justice, gravées dans le

(42) *Ibidem*, p. 575. Le 30 novembre, sans citer le mot « montagne », mais en invoquant la cause du peuple, Robert a pris la parole pour écarter l'accusation de faction : « Sans doute, les Jacobins forment une faction, sans doute ils sont une puissance, sans doute ils exercent un despotisme ; mais cette faction, c'est la faction du peuple [...], mais ce despotisme, c'est celui de la raison publique » (*ibid.*, p. 527).

(43) Cité *supra*.

(44) *Ibidem*, p. 594.

cœur de tous les hommes⁴⁵ ». Ces principes, ce sont les grandes notions philosophiques et politiques attachées à l'action des députés qui forment les cadres de leur programme et de leur action⁴⁶. Ce sont les droits de l'homme attaqués qu'il faudrait préserver. Pour Robespierre, comme pour beaucoup d'autres jacobins, ce sont plus précisément les droits naturels, inséparables de l'idée d'humanité, de liberté, et d'égalité⁴⁷. C'est un jalon de plus pour repousser le discours girondin du côté de l'illégitimité. Bien que ces bases forment un objet identifié, circonscrit, ciblé, non négociable, elles n'en gardent pas moins une prétention universelle. Elles invitent tous les hommes à s'y rallier, et permettent l'inclusion, la participation. Elles permettent également de tracer un « horizon d'attente » selon l'expression de Reinhart Koselleck, une vision qui s'inscrirait dans le présent et préparerait en même temps l'avenir pour susciter l'espoir. Ces arguments et cette démarche ne sont pas neufs, nous dit Robespierre ; ils ont déjà été employés sous les précédentes législatures⁴⁸.

La réactivation de cet argumentaire semble fonctionner et s'accélère dans le contexte de cette fin d'année 1792. En effet, l'emploi du mot *montagne* croît dans la salle du Manège à partir du mois de janvier. Les enjeux posés pendant les grands débats de la Convention font bouger les soutiens et les courants politiques. Par exemple, certains députés partageant jadis les défiances du côté droit à l'endroit de la députation de Paris, combattent l'appel au peuple proposé par une partie des girondins. Ils sont rapidement considérés comme ralliés à la Montagne. Coupé de l'Oise affirme le 4 janvier 1792 : « Barère a prononcé un discours excellent, [...] je crois qu'enfin la majorité des députés va se rallier à la Montagne et que les Jacobins auront plus de facilité pour sauver la patrie »⁴⁹. Quant à Marat, commentant la séance du 31 janvier 1793 portant sur le rôle de Dumouriez en Belgique, il constate en se réjouissant : « On ne peut que rendre justice à l'énergie civique qu'a déployée Cambon depuis quelque temps. Le voilà maratisé, me disaient mes collègues de la Montagne »⁵⁰. En outre, le succès

(45) ROBESPIERRE, *Œuvres*, t. V-*Les journaux : Lettres de Maximilien Robespierre à ses commentants (1792-1793)*, édition critique préparée par Gustave Laurent, Paris, Société des études robespierristes, 1961, p. 198.

(46) Pratique somme toute différente de notre fonctionnement actuel. Énoncer un programme ouvert, non achevé, ne constitue pas ici une contradiction.

(47) Sur la question des droits naturels de l'homme et du citoyen, voir Florence GAUTHIER, *Triomphe et mort de la révolution des droits de l'homme et du citoyen*, Paris, Syllepse, 2014 [1992].

(48) Ce qui corrobore le témoignage de Chabot cité plus haut.

(49) Alphonse AULARD, *La Société des Jacobins...*, *op. cit.*, p. 644.

(50) *Journal de la République française*, n°113, 3 février 1793, dans *Œuvres complètes*, *op.cit.*, t. IX, p. 5609-5610.

de ces ralliements permet à Marat d'ironiser sur l'accusation de dictature que la Gironde avait lancée contre lui, et qu'il avait toujours pris soin de réfuter. À l'issue du procès du roi, il accepte par plaisanterie de donner sa « démission dictatoriale ». Il dit ne plus avoir d'autorité sur « [s]es sujets de la Montagne », indociles depuis leur « grande victoire », à savoir le verdict rendu dans le procès de Louis XVI. Juger le roi leur aurait fait prendre conscience qu'ils ne voulaient plus de maître⁵¹. C'est aussi l'accusation de dictature contre la députation de Paris qui peut être réfutée, accusation rendue caduque par le fait même que c'est cette députation qui a œuvré pour le jugement à mort du roi, son « ancien maître ».

Pour attirer à soi au-delà de la salle du Manège, faire valoir des principes universels n'est sans doute pas suffisant puisque d'autres éléments discursifs sont mis en avant par les promoteurs de la Montagne.

Donner du sens au mot « montagne » nécessite également un renforcement de sa charge symbolique. Les discours de ses promoteurs font ainsi appel à l'imagination et à l'Histoire. Ils mobilisent métaphores et références du passé qui constituent autant de repères attachés à des vertus. Elles interpellent dans un sens positif les émotions des auditeurs toujours dans le but de susciter l'adhésion⁵². Pour ce faire, le thème de la hauteur de vue et les possibilités qu'offrent les hauts reliefs sont mis en avant.

Chez Robespierre, on a vu que la Montagne était une « citadelle imprenable » au service de la défense des droits du peuple. Pinet l'aîné qui prend la parole à la Convention, le 19 décembre 1792, contre la proposition de bannissement des Bourbons, utilise l'image du volcan : « La seconde vue de ces hommes de bien [ironiquement, les girondins], était de perdre dans l'opinion publique des départements, les patriotes vigoureux, les habitants de cette montagne, si terrible pour tous les intrigants, de cette montagne où pétillait sans cesse le feu volcanique de la liberté et de l'égalité. Ils ont fait, sans doute, ce raisonnement-[là]⁵³ ». Quant à Chabot, il oppose la montagne à la mer : « Je leur annonce que, quand nous ne serions que dix à la Montagne, nous resterons à notre poste, nous dévoilerons tous les crimes de Brissot, de la faction de la Gironde, et tous les flots de la mer viendront se briser contre le rocher où nous siégeons, parce qu'il est appuyé sur les bases immuables de la justice et de la vérité. (*Applaudi*) »⁵⁴.

(51) *Ibidem*, n°107, du 26 janvier 1793, p. 5568.

(52) Ou le pathos dans l'art de la rhétorique. Voir Mary Ashburn MILLER, *A Natural History of Revolution. Violence and Nature in the French Revolutionary Imagination, 1789-1794*, Ithaca and London, Cornell University Press, 2011, p. 104-123.

(53) AP, LV, p. 181.

(54) Alphonse AULARD., *Société des Jacobins...*, op. cit., p. 601.

Le 21 janvier 1793, les orateurs de la société populaire de la section de la Butte-des-Moulins parlent pareillement aux Amis de la liberté et de l'égalité : « La section qui nous envoie vers vous, vous considère comme un rocher contre lequel viennent se briser les flots d'une mer agitée par la tempête. Elle contemple avec admiration votre courage et votre énergie »⁵⁵.

La même symbolique est parfois mobilisée par l'établissement de parallèles historiques. Dubois-Crancé et Robespierre associent la défense des principes à la roche tarpéienne de la Rome antique et mythique. Le premier prévient ceux qui s'opposeraient au rattachement de la Savoie à la France : « Messieurs, tous les intrigants, jusqu'ici, ont été précipités du haut de la roche Tarpéienne, il faudra que vous sautiez comme les autres »⁵⁶. Le second répond à la saillie d'un discours de Gensonné, prononcé le 2 janvier 1793, sur l'appel au peuple dans le procès du roi. Alors que Gensonné a comparé les habitants de la Montagne aux oies du mont Capitole, qui cacardent pour alerter les habitants de Rome de l'invasion gauloise⁵⁷, Robespierre lui oppose que, arrivés en haut du Capitole, les Gaulois pourraient bien être poussés ou tomber à cause de leur soif de richesse⁵⁸.

Parmi les autres références pouvant étayer l'image édifiante et méliorative de la Montagne, on pourrait s'attendre à rencontrer les *Lettres sur la Montagne* de Jean-Jacques Rousseau, qui font la part belle à la lutte contre la domination et l'oppression. Rien de tel n'est pourtant signalé dans les sources, pas plus que des comparaisons avec le mont Sinaï où le législateur écrit les lois du peuple, comparaisons mobilisées six mois plus tard seulement⁵⁹.

Grâce à la charge symbolique de la hauteur, aux références historiques sur la chute de ceux qui veulent attaquer l'inattaquable, la Montagne renvoie à la dimension sacrée (mais non dogmatique) des droits qu'elle veut défendre. L'utilisation du mot dans des discours énergiques où apparaît la détermination, montre qu'il s'agit d'une période où les décisions doivent

(55) *Ibidem*, p. 689.

(56) *Ibid.*, 21 novembre 1792, p. 507.

(57) AP, LVI, 2 janvier, p. 153. Ironie qui assimile les discours souvent vigoureux des députés du côté gauche à des cris d'alarme incompréhensibles.

(58) Robespierre, *Œuvres*, op. cit. Allusion à l'attrait pour les richesses dont les girondins se cachent peu, qui serait le moteur de leur soif de pouvoir, mais dont l'issue pourrait leur être fatale comme dans le fameux dicton : « Il n'y a pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne ». Voir plus particulièrement la légende de Tarpeia et l'histoire du consul Marcus Manlius Capitolinus.

(59) Surtout à partir de la fin du mois de juin 1793, ce qui correspond à l'achèvement de la Constitution de l'an I. L'opposition entre hauteur et abîmes, haute-terre et mer, clarté/lumière/feu et obscurité/désordre/mort s'impose dans la durée. Voir la gravure d'ALIX et de BOISSIEUX, *Le triomphe de la République*, Paris, Bance, s.d. - BNF, QB- 4 (1793-08-10) -FT 4.

être prises rapidement. Le succès du mot s'impose au moins dans les votes à la Convention concernant le procès du roi (rejet majoritaire de l'appel au peuple et du sursis). Ici, à partir d'une position défensive, les promoteurs de la Montagne ont réussi à surmonter les critiques dévalorisantes, et à entraîner derrière eux la majorité des députés. Cependant, malgré ce succès, aussi important soit-il (Marat déclare : « La tête du tyran est tombée, je crois à la République »⁶⁰), l'action des Jacobins et des conventionnels du côté gauche présente certaines limites. Les usages du mot *montagne* permettent plus de surmonter les arguments de l'adversaire que de les vider de leur substance. La perte d'influence de ces arguments serait donc due à un rejet, sans toutefois procéder d'une modification de leur sens propre, comme Marc Deleplace l'a montré pour le mot anarchie, cher aux girondins⁶¹. Aussi, l'action des Jacobins prétend influencer et faire basculer tout l'espace public ; mais force est de constater qu'elle est essentiellement dirigée vers les sociétés affiliées et vers la Convention. C'est ici que l'action citoyenne joue un rôle de relais majeur dans la diffusion de l'idée de Montagne.

Le soutien, l'appropriation et l'enrichissement par le mouvement populaire

L'utilisation du mot dans des lieux tels que les sections et les sociétés patriotiques est peu importante (trois occurrences au total). Cependant, ce petit nombre d'emplois, associé aux thèmes des discours et aux pratiques des citoyens et fédérés présents à Paris, montre une convergence avec les positions prises par les Jacobins et le côté gauche de la Convention. Surtout, on peut se demander si le mot *montagne* n'est pas applicable à la création d'un mouvement populaire spécifique, parallèlement aux efforts des Jacobins. À défaut de prononcer fréquemment le mot, ce mouvement en développe les usages et les pratiques. Il l'associe à la création d'un nouveau réseau à l'échelle nationale (connexions entre Paris et les départements) qui transforme l'organisation de l'espace public démocratique. Il en augmente également considérablement la portée en le liant à la notion de la République une et indivisible. Il finit par entraîner tous les conventionnels, tous courants confondus.

Les deux occurrences révélatrices de ce phénomène sont, d'une part, en amont, l'arrêté-pétition de la section de Bondy, daté du 7 novembre

(60) *Journal de la République française*, n°107.

(61) Marc DELEPLACE, *L'anarchie de Mably à Proudhon*, Lyon, ENS éd., 2001, p.119-120.

1792, présenté à la Convention deux jours plus tard et, d'autre part, en aval, la pétition rédigée par Clerz-Dose, datée du 5 février, lue à la séance rassemblant au couvent des Jacobins la société des Défenseurs des quatre-vingt-quatre départements et la société fraternelle des Deux sexes⁶².

Tout d'abord, le 7 novembre 1792, les citoyens de la section de Bondy réunis en assemblée générale décident de se transporter dans les différentes casernes où sont logés les fédérés des départements et fraternisent avec eux. Le procès-verbal indique que leur président, Foliot, prononce alors un discours pour annoncer que les défiances entre les Parisiens et les autres Français n'ont plus cours. La symbolique de la hauteur est mobilisée : les Français sauront s'élever comme « ces hautes montagnes jusques dans les nues » sans être ébranlés par la foudre. Seul compte « l'intérêt général de la République ». Et tous de prononcer d'une seule voix « le serment de l'union, de la fraternité, du maintien de la sûreté des personnes et des propriétés », puis de chanter, de s'embrasser, et de revenir ensemble dans le lieu des séances de l'assemblée⁶³. Deux jours plus tard, la section et les fédérés se présentent à la Convention pour annoncer l'événement et lire cet arrêté, ce qui ne laisse pas de susciter l'enthousiasme des conventionnels. Des applaudissements unanimes s'élèvent dans la salle du Manège et Barère parle d'une « victoire sur l'anarchie ». Les députés décident d'envoyer le procès-verbal aux quatre-vingt-quatre départements et aux armées.

Que s'est-il passé pour qu'une telle fraternisation intervienne, et surtout pour qu'un tel retentissement « national » (fédérés au cœur de l'événement, envoi du procès-verbal aux départements par les représentants du peuple) ait ainsi lieu ? Quelle est la signification de cette fraternisation dans le contexte de lutte entre les conventionnels du côté gauche et du côté droit ?

Les fédérés sont des citoyens-soldats appelés à Paris en juin 1792 dans le cadre de la lutte qui oppose alors l'Assemblée législative et la Cour. Ayant pris une part active et décisive dans la chute de la royauté, ils sont peu à peu repartis chez eux. Les fédérés présents à Paris en novembre 1792 sont arrivés plus tard. Ce sont soit des volontaires de passage dans la capitale pour rejoindre le champ des opérations militaires (on parle des « frontières »), soit des soldats qui sont venus à l'appel de l'Assemblée législative défendre

(62) Ces deux sociétés se réunissent dans les mêmes locaux que les Amis de la liberté et de l'égalité.

(63) AP, LIII, p. 331 *sq.* Signe de la large diffusion de cet événement, on retrouve la copie imprimée du procès-verbal dans de nombreux dépôts d'archives : BNF, Le37 2B ; AN, AD XVI 70, liasse 2, folio n°21 ; Bibliothèque historique de la ville de Paris, 10065B, t. 1, folio n°14 ; British Museum, F 617, folio n°36 et F 61**, folios n°10 et n°23 ; Archives de Paris, 2 AZ 259, folio n°2.

Paris de l'invasion étrangère⁶⁴, soit encore d'autres volontaires venus à l'appel des membres du côté droit pour constituer la garde armée visant à la protection de la Convention contre les « factieux » parisiens. C'est précisément contre ce projet girondin de garde départementale, critiqué par les Jacobins⁶⁵, que les citoyens des sections se sont fortement mobilisés dès le mois d'octobre. En général, les pétitions montrent une incompréhension, voire un rejet dudit projet, qui repose au demeurant sur une dépréciation des institutions communales et sectionnaires de la ville de Paris⁶⁶. Certains arrêtés prévoient l'envoi d'adresses aux 83 départements pour éclairer sur les intentions des Parisiens, afin de plaider contre ce projet⁶⁷. Cependant, lorsque les sections présentent dans ce sens leur pétition commune du 19 octobre à la Convention, le ton impérieux et insurrectionnel déplaît aux députés ainsi qu'à certaines sections qui déclarent avoir été trompées par les rédacteurs du texte. La poursuite de la remise en cause du projet se concentre alors sur la présence des fédérés à Paris à un moment où certains d'entre eux manifestent de vifs sentiments d'animosité envers la députation de Paris, en reprenant les thématiques girondines contre les « factieux », « anarchistes » et autres « désorganiseurs » parisiens⁶⁸.

Connaissant les rouages de l'exécution de la loi, plusieurs sections interpellent les autorités pour connaître les raisons de la présence des fédérés à Paris, alors qu'aucun décret de la Convention n'a été promulgué en ce sens. En effet, le projet sur la garde départementale a été adopté dans le principe par les députés le 8 octobre, mais sans mode d'exécution concret⁶⁹. Le ministre de la Guerre Pache est notamment sollicité sur la question⁷⁰. Dans une circulaire qu'il diffuse aux sections, Pache répond qu'il n'a pas appelé les fédérés à Paris mais il invite chaudement les citoyens des sections à les

(64) Le 1^{er} septembre, la place forte de Verdun est prise par l'armée de Brunswick et la route vers Paris est ouverte.

(65) Voir *supra*.

(66) La section du Temple présente sa pétition à la Convention le 6 octobre ; AP, LII, p. 366 sq.

(67) C'est le cas pour la section des Gravilliers, le 6 octobre (Archives de la préfecture de police de Paris, AA 266, f.111), et pour la section des Sans-culottes, sûrement quelques jours plus tard (arrêté non daté : BNF, Lb 40 505 ; également conservé à la Bibliothèque historique de la ville de Paris, 10065, f. 44 et au British Museum, F 621, n°6).

(68) Marat témoigne de menaces proférées la nuit devant sa maison par des fédérés marseillais ivres ; *Journal de la République française*, n° 38, 2 novembre 1792, dans *Œuvres complètes, op. cit.*, t. VIII, p. 5045. Le 4 novembre 1792, la section du Mail dénonce au Conseil général de la commune des hommes en uniforme national courant dans la rue sabre nu à la main, réclamant à grands cris la tête de Robespierre et de Marat ; *Créole patriote*, n° XCVIII et *Courrier français*, n°309, p. 39.

(69) AP, LII, p. 399-402.

(70) Après avoir entendu les pétitions des sections des Piques et des Sans-culottes, le conseil général de la Commune de Paris écrit au ministre de la Guerre pour lui demander des explications ; *Créole patriote*, n° LXXIX, 30 octobre 1792 soir, p. 304.

accueillir, voire à les héberger : « C'est à vous [leur dit-il] à faire triompher au-dedans les principes par l'union avec vos frères de tous les points de la république. Son unité ne serait pas parfaite si elle se bornait à réunir des lieux et des hommes par des lois uniformes ; il faut encore l'union des cœurs et des volontés »⁷¹. Ainsi, c'est sûrement Pache qui a favorisé, sinon impulsé la fraternisation des citoyens et des fédérés dans la section de Bondy, événement associé à la naissance de la Montagne. Cette invitation apparaît d'autant plus importante qu'elle annonce concrètement, sur le terrain, le renversement de l'argumentaire girondin concernant l'unité républicaine. En proposant un rapprochement entre citoyens parisiens et fédérés, les défiances entre Paris et les départements tombent, tout en constituant un réseau d'information parallèle à une presse dominée par la Gironde, et à celui des sociétés jacobines affiliées. Des adresses sont écrites aux 83 départements par les sections, et les fédérés correspondent régulièrement avec leur famille et leur ville d'origine⁷². Ici, ce sont les membres de la société civile qui créent ensemble les fondations de la République, une République « des cœurs » avant une « République des lois ». La section des Piques, où une fraternisation avec les fédérés a également eu lieu, déclare que c'est « au milieu de nos assemblées générales qu'ils pourront se convaincre que les citoyens de Paris ne sont pas des égoïstes, comme les ennemis de l'unité de la République cherchent à les persuader »⁷³. La garde départementale dédiée à la protection de la Convention n'a plus lieu d'être. La Montagne, dans le discours du président de la section de Bondy apparaît alors comme le mot, l'idée qui rapproche les acteurs civils, servant à la création du régime politique. Sans que le mot soit mobilisé ailleurs, les fraternisations de ce genre se multiplient et se déplacent à partir du mois de janvier dans d'autres lieux de l'espace public.

En effet, le 5 février, pendant la séance commune de la société fraternelle des Deux sexes, et de la société des Défenseurs des 84 départements, le citoyen Clerc-Doze en charge de la rédaction d'une pétition pour la Convention contre la vente de l'argent, parle des sociétés patriotiques comme des « Montagnes de la République, [...] qui sauront bien

(71) *Moniteur universel*, n° 308, p. 366, reproduction de la lettre du ministre de la Guerre adressée au conseil général de la Commune, 1^{er} novembre 1792.

(72) Aucune lettre de fédéré exposant la situation à Paris ne peut être citée ici mais il est habituel que les volontaires entretiennent une correspondance avec leurs proches, leur ville et leur département d'origine. Jean-Paul BERTAUD, *La vie quotidienne des soldats de la Révolution, 1789-1799*, Paris, Hachette, 1985.

(73) Arrêté daté du 5 novembre 1792 ; British Museum, F 617, 8.

se réunir à la vôtre »⁷⁴. Il révèle une ambition qui placerait toutes ces sociétés en connexion avec l'ensemble des conventionnels dans le travail de l'élaboration des lois. Cet usage discursif tardif du mot apparaît comme l'aboutissement d'un long processus au cours duquel il n'est pas employé, mais où le rapprochement entre citoyens parisiens et fédérés est achevé.

Revenons quelques semaines en arrière. Cette deuxième étape du rapprochement est visible au début du mois de janvier. Des fédérés casernés dans la capitale se réunissent spontanément dans deux sociétés patriotiques qui semblent s'opposer. Une société des fédérés Marseillais apparaît à la barre de la Convention, le 13 janvier 1793. Elle demande, dans le cadre du procès du roi⁷⁵, à constituer un service armé à Paris pour protéger les députés des « factieux », reprenant ainsi le discours développé par les girondins depuis le début de l'automne. L'autre société patriotique des fédérés, dite des « défenseurs des 83 départements⁷⁶ et de la République une et indivisible », apparaît le 10 janvier, lorsqu'elle annonce sa création et son programme au conseil général de la Commune de Paris : « Sauver la liberté en danger, bien résolu de défendre de tout leur pouvoir, l'unité et l'indivisibilité de la république, et d'exterminer tous les intrigans et fédéralistes » ; cette fois, elle se positionne plutôt contre l'argumentaire girondin⁷⁷. Elle annonce également que le lieu de ses séances est le couvent des Jacobins⁷⁸. Elle entre en contact et fraternise avec la section des Arcis lors d'une fête civique célébrée à l'église Saint-Bon, le 14 janvier 1793, en « réponse aux calomnies répandues contre les habitants de Paris »⁷⁹. La fraternisation républicaine est scellée par le serment d'union, prononcé en présence d'autres sections, du club des Jacobins ainsi que du conseil général de la Commune de Paris. Après une période d'opposition manifeste, ces deux clubs de fédérés⁸⁰ arrivent à s'entendre pour finalement ne faire plus qu'un. Les membres de la société des Marseillais, qui ont refusé le 13 janvier de tenir séance avec les défenseurs de la République en arguant

(74) Sur la préparation de cette pétition, voir le *Créole patriote* n° 273, p. 1111, 3 février 1793.

(75) AP, LVII, p. 31-32.

(76) Ou des « 84 départements » selon les sources.

(77) *Créole patriote*, n° CCXXVI, p. 906. La formulation ne change pas beaucoup dans le *Moniteur universel*, t. 15, n° 13, p. 109. La défense des « droits imprescriptibles de l'homme » y est présente.

(78) Voir plus bas les liens avec la Société fraternelle des deux sexes.

(79) « La plupart des sections s'y sont trouvées », informe le *Courrier français*, n° 18, p. 144. Voir aussi l'arrêté de la section des Arcis qui relate l'événement, AP, LVII, p. 62, et BNF, fonds français 8606, feuillet n°16.

(80) Pierre Caron a brièvement exposé ces deux tendances dans son article « Les défenseurs de la République », *La Révolution française*, LXXXVI, 1933, p. 193-235.

« de la différence des principes »⁸¹, acceptent finalement, le 17 janvier⁸², de s'unir avec eux. C'est par une autre fête civique qu'ils jurent de rester unis, toujours en présence des autorités constituées et des sections⁸³.

Le conseil général de la Commune de Paris, sur proposition de son procureur Chaumette, décide de donner une tournure plus importante encore à l'événement. Le 27 janvier, toute la charge symbolique de la victoire contre la royauté, inséparable de la naissance de la République, est investie et mise en scène. La révolution du 10 août, considérée comme moment fondateur de la République, est célébrée par la plantation d'un arbre de la liberté sur la place du Carrousel où se sont déroulés les combats. Surtout, les quatre-vingt-quatre piques érigées tout autour, représentant autant de départements, évoquent le socle puissant sur lequel repose la République : des citoyens alertes, unis, disposés à partager un lien de confiance pour échanger et pour bâtir leur projet politique⁸⁴. La place du Carrousel est rebaptisée en présence d'une délégation de la Convention. Elle porte désormais le nom de place de la Fraternité. Le rejet du principe de la garde départementale n'est jamais clairement énoncé pendant la cérémonie, mais le rapprochement entre Parisiens et habitants des départements (représentés par les fédérés) renverse les motifs mis en avant par les girondins pour justifier la nécessité de cette garde. Les départements représentés par les fédérés ont confiance en la probité des Parisiens, et la Convention ne craint rien entourée de ces derniers, ce qui n'est rien moins que la position défendue par les Jacobins. D'ailleurs, le même jour, les Défenseurs de la République, rendant compte de la fraternisation aux députés de la Convention, affirment qu'ils « avaient juré, avant de partir de leur département, une haine immortelle aux triumvirs, aux dictateurs, à tous les usurpateurs de la souveraineté ; ils les extermineront pour remplir leur serment. Mais ils jurent aujourd'hui une haine aux intrigants qui seuls, ont paru ambitionner le pouvoir suprême en criant contre la dictature et le triumvirat »⁸⁵. Ils finissent par demander des lois répressives contre quiconque attenterait à l'unité et à l'indivisibilité de la République. Malgré la réponse peu accueillante quoique gênée du président Rabaut Saint-Étienne, la Convention décide sur proposition de Levasseur de la Sarthe, appuyée par Jeanbon Saint-André, l'envoi de la

(81) *Courrier français*, n° 16, p. 124 ; *Patriote français*, n° 1253, p. 61.

(82) *Ibidem*, n° 18, p. 144.

(83) *Ibid.*

(84) *Ibid.*, n° 21, p. 167 ; et *Patriote français*, n° 1266, p. 116. Le terme actuel serait le « vivre-ensemble ».

(85) *Moniteur universel*, t. 15, n° 29, p. 298.

pétition aux départements, signe de l'influence prise par le côté gauche et ses soutiens dans la salle du Manège.

En définitive, c'est bien sur cet élan d'union, initié en grande partie par les citoyens et les fédérés, que le mot *montagne* - certes très peu prononcé - a-tout-à-la fois dépassé et élargi le champ d'influence des jacobins. Il a investi une plus grande partie de l'espace public. La société fraternelle des Deux sexes, alliée à celle des Défenseurs de la République, peut alors parler des sociétés patriotiques et de la Convention comme des « Montagnes de la République » et, chose nouvelle, peut désormais associer l'idée à des revendications portant sur l'élaboration de lois à caractère économique et social (la vente de l'argent ici).

*

C'est *in fine* un mouvement de défense qui est à l'origine de l'apparition ou de la réapparition du mot *montagne* en octobre 1792. Il est mobilisé par certains membres du club des Jacobins (également députés) qui sont les cibles des virulentes dénonciations lancées par un groupe de conventionnels réunis autour de Brissot et de Roland, appelé communément aujourd'hui la Gironde. Ces dénonciations portent sur les pratiques politiques parisiennes qui mèneraient à l'anarchie, et justifieraient la levée d'une garde départementale correspondant à une certaine idée de la fondation de la République. Le mot connaît une expansion rapide dans l'espace public démocratique. Des Jacobins, il passe au lieu des séances de la Convention. Ses promoteurs s'y placent à gauche ou en haut, ce qui tend parfois à renforcer l'accusation de faction qu'ils cherchent pourtant à réfuter. Pour dépasser cette identification dépréciative, ils insistent sur la portée populaire (les droits) et la symbolique (la hauteur de vue, les hauts reliefs) du mot. Leur succès dans le procès du roi montre qu'ils ont réussi à convaincre la majorité de leurs collègues. Parallèlement, ils reçoivent le soutien des citoyens parisiens et des fédérés qui, par leurs fraternisations successives, mettent à distance nombre d'accusations en même temps qu'ils accroissent la portée du mot. En effet, la République une et indivisible est définie comme la mise en lien, l'union et la confiance partagée entre tous les citoyens, avant tout projet d'ordre économique et social. La Montagne est donc l'élan qui favorise la création et l'existence du lien politique, un élan qui vient du peuple tout en le constituant et en y associant les élus, dont l'ensemble des conventionnels.

Avec la multiplication de ses emplois dans les discours et dans les lieux de pouvoir, l'enrichissement de ses références, la Montagne assure

la mise en lien d'acteurs aux statuts et aux fonctions divers. Elle leur permet de se saisir d'enjeux décisifs pour toute la nation. Elle ambitionne ainsi d'être l'élan d'union fondateur de la cité. Plus qu'une idée force, elle constituerait un véritable « paradigme politique » pour reprendre le concept de l'École de Cambridge⁸⁶. Autrement dit, il s'agirait d'un ensemble d'actes de langage faisant autorité, au service d'une intention et d'un projet reçus et/ou appropriés par tous les membres d'une société. Toutefois, ce paradigme n'est pas encore complet, et il faudrait pouvoir comprendre comment ses usages discursifs et ses pratiques s'enrichissent avec d'autres thèmes, tels que l'organisation des pouvoirs ou la dimension économique et sociale, ce qui n'intervient qu'à partir du mois de février 1793⁸⁷.

Alexandre GUERMAZI

Doctorant, IRHiS-Lille 3

Université Lille 3, BP 60149, 59653 Villeneuve-d'Ascq cedex

alexandre.guermazi@gmail.com

(86) Voir Anne HERLA, « Histoire de la pensée politique et théories du langage : Skinner, Pocock, Johnston lecteurs de Hobbes », *Dissensus*, n° 3, février 2010, p. 164-175.

(87) Ce qui permettrait alors de faire plus de recoupements avec les études existantes.